

# REVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE EN FRANCE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL /n° 86 /JUN 1981/3ff./30fb./2fs./0.70 cts. Can.

## CE N'EST JAMAIS LE PROLETARIAT QUI GAGNE LES ELECTIONS

*l'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes*

### la gauche est contre la classe ouvrière

OUI, NOUS DENONCON LA GAUCHE, PS, PC ET GAUCHISTES. NOUS LES DENONCON POUR LES IN-NOMBRABLES SERVICES RENDUS AU CAPITAL NATIONAL, POUR LE NOMBRE DE GREVES ET MEME DE REVOLUTIONS, QU'ILS ONT BRISEES. POUR LEUR PATRIOTISME QUI A DEJA COUTE DES MILLIONS DE MORTS DANS UNE GUERRE INUTILE.

NON, DENONCER LA GAUCHE, CE N'EST PAS OBLIGATOIREMENT DEFENDRE LA DROITE. LA FAUSSE ALTERNATIVE AVEC LAQUELLE ON VEUT NOUS BOURRER LE CRANE, NOUS LA REFUSONS.

IL Y A UNE AUTRE ALTERNATIVE QUI SE TROUVE DANS LA DIVISION REELLE DE LA SOCIETE : D'UN COTE LA CLASSE OUVRIERE, LES MILLIONS D'EXPLOITES QUI PEUPLENT LE MONDE ET DE L'AUTRE TOUTES LES FRACTIONS BOURGEOISES, DE DROITE COMME DE GAUCHE, QUI ESSAIENT DE SAUVE-GARDER UN SYSTEME ECONOMIQUE POURRI.

LA LUTTE QUI OPPOSE LA CLASSE OUVRIERE A L'ETAT BOURGEOIS N'EST PAS LA LUTTE DROITE-GAUCHE. LA QUERELLE ENTRE LES CLIQUES BOURGEOISES PORTE SUR LE MEILLEUR MOYEN DE SAUVER LE CAPITAL NATIONAL, SUR LE DOS DE LA CLASSE OUVRIERE. LA LUTTE DE LA CLASSE OUVRIERE, ELLE, AVANCE DANS LA VOIE DE DETRUIRE DE FOND EN COMBLE LE CAPITALISME, ET SON APPAREIL POLITIQUE, DE DROITE COMME DE GAUCHE.

### la victoire de Mitterrand n'est pas celle de la classe ouvrière : on n'a rien gagné

Pour les travailleurs ou les chômeurs qui ont pu se laisser duper par des vaines promesses électorales, la joie frelatée d'un soir d'élection ou d'investiture ne tardera pas à faire place à la plus amère désillusion. Pour la "relance de la consommation populaire", la disparition du chômage, la semaine de 35 heures sans diminution de salaire, l'élimination des "inégalités sociales", RIEN ne sera fait. Cela, c'était seulement des fariboles électorales, déversées sans compter durant des semaines pendant lesquelles la gauche s'abritait encore sous le paravent de "l'opposition".

Les mesures annoncées avant les élections d'austérité et de licenciements massifs vont s'avérer aussi inévitables pour la bourgeoisie avec un gouvernement de gauche qu'avec un gouvernement de droite. L'EQUIPE A CHANGE, MAIS CE QUI LUI ECHOIT C'EST LA MEME TACHE : ASSURER LA DEFENSE DU CAPITAL NATIONAL et, COMPTE-TENU DE L'AMPLEUR ET DE LA GRAVITE DE LA CRISE MONDIALE, cela signifie une attaque encore plus vive contre l'ensemble de la classe ouvrière. Ce "nouveau" gouvernement -même affublé d'une étiquette "de gauche"-va devoir pratiquer une politique "impopulaire", une politique "de droite" qui est celle que tout gouvernement est aujourd'hui condamné à pratiquer.

### on n'a jamais rien gagné avec la gauche...

Les illusions sur un "changement de politique" ou sur un "pas positif" pour la classe ouvrière, avec une équipe de gauche au gouvernement ne peuvent résister à l'épreuve des faits. On l'a déjà vu dans le passé : contrairement à ce que veut faire croire la bourgeoisie, les grèves de 1936 n'ont pas été favorisées, ni produites par la victoire électorale de la gauche, type de situation qui encouragerait les travailleurs à im-

poser leurs revendications. Si des grèves éclatent en 1936, c'est face à une situation de crise économique où le niveau de vie de la classe ouvrière est durement attaqué par la bourgeoisie, et non grâce aux élections. Même si elles ont pu être dévoyées par la bourgeoisie, ces grèves ont lieu sur le terrain de l'auto-défense ouvrière et si un gouvernement de "front populaire" a été mis sur pied, c'est justement pour contrer efficacement le mécontentement social et qu'il représentait la force capable de casser ces grèves.

Quant aux "mesures sociales" qu'on nous cite de ce gouvernement :

- la loi sur la semaine de 40 heures de travail ? Un an après sa promulgation, lors de la constitution du second gouvernement Blum, sa mise en application était déjà devenue lettre morte.

- les conventions collectives ? Elles n'ont correspondu qu'à un besoin de contrôle et de régulation de la situation sociale qui a favorisé une coopération plus directe entre l'Etat et ses organes syndicaux d'encadrement de la classe en même temps que la réglementation plus poussée du "droit de grève" (institution d'un "préavis") conférerait de même coup un caractère "illégal" à certaines grèves.

- les augmentations de salaires ? Elles ont été rattrapées et même souvent dépassées en un an par la hausse du coup de la vie.

- les congés payés ? Sous une forme ou

(SUITE PAGE 2)

### SOMMAIRE

CRISE POLITIQUE DE LA BOURGEOISIE...	3
IRLANDE . . . . .	4
ESPAGNE . . . . .	4
LIBAN . . . . .	4
REPONSE A UN TRACT . . . . .	7
COURRIER DES LECTEURS . . . . .	7
LA SOCIAL-DEMOCRATIE CONTRE LA REVOLUTION . . . . .	8



Dessin de PLANTUJ

(extrait du journal "Le Monde" du 23/5/81)

### le piège de la démocratie

#### quelle victoire ?

"On a gagné !" ont crié des milliers de voix. Toute la nuit, ils ont dansé à la Bastille. Tous, y compris l'extrême-gauche, étaient dans l'euphorie de la défaite de Giscard-les-diamants. Le rêve de toute une génération de gauchistes français et de gens de gauche est exaucé, enfin, la gauche a battu la droite !

Mais, au fait, qui a gagné, et où en est-on ? Certes, le méchant Giscard est viré, les révolutionnaires ne verseront pas une larme pour lui. Malheureusement, il ne s'agit pas de la défaite de "la bourgeoisie". La bourgeoisie est une classe et une force sociale, force de domination qui ne se reconnaît pas toute entière dans un seul homme ; a fortiori, celui-ci peut remplacer celui-là. On peut même considérer qu'il n'y a pas défaite dans ce cas précis puisque la bourgeoisie tout entière a "gagné" les élections, puisque la participation a été massive, avec un taux d'abstention incomparablement plus faible qu'aux USA, puisque l'illusion qu'on peut changer quelque chose en votant a marché, d'autant plus que le président est "changé". Hélas, en général, sur le plan électoral, la bourgeoisie ne perd jamais rien, même pas son pouvoir, car sa classe ennemie, le prolétariat, est diluée dans les diverses couches sociales, atomisée, isolée dans les isoloirs ; au lieu de menacer comme force collective à l'image des ouvriers polonais, ils sont fractionnés et façonnés comme toute la population par les différentes facettes de l'idéologie bourgeoise : droite, centre, gauche, extrême-gauche.

La bourgeoisie a la vie dure, les illusions qu'elle sème dans la tête des prolétaires pour les maintenir sous le joug aussi. Ces élections viennent confirmer cette vérité qu'il ne faut jamais vendre la peau de l'ours avant de l'avoir tué, le fort taux de participation électoral est là pour le démontrer, même s'il est en baisse par rapport à celui des élections précédentes, même

(SUITE PAGE 2)

# la gauche est contre la classe ouvrière

SUITE DE LA PAGE 1

sous une autre, ils se sont généralisés dans la plupart des Etats développés, quel que soit le gouvernement en place. La bourgeoisie y a vu un moyen d'encourager une meilleure reproduction de la force de travail et de meilleurs rendements, devant la nécessité d'obtenir une intensification des cadences de travail, et c'est surtout ça qui lui a permis cette "concession sociale".

Des acquis de cet acabit, des millions d'ouvriers ont du les payer ensuite au prix de leur sang et de leur vie dans la seconde boucherie mondiale où la gauche avait réussi à les enrôler.

Mais l'oeuvre de la gauche française au service du capital national ne s'est pas arrêtée là : on lui doit encore le bombardement de Sétif en mai 45; le massacre de la rébellion malgache en 47, la participation au conflit de Suez puis l'intensification de la guerre d'Algérie sous Guy Mollet en 56 (doublement des effectifs du contingent).

On lui doit le "retroussage des manches" entre 45 et 47 pour l'oeuvre de reconstruction nationale, le blocage des salaires et l'envoi des premiers CRS pour réprimer les grèves ouvrières en 1947.

C'est pourquoi LA GAUCHE COMME LA DROITE SONT NOS ENNEMIS DE CLASSE.

## on ne gagnera jamais rien avec elle

Mais aujourd'hui la situation est toute différente de 1936 et des lendemains de la guerre mondiale, les quelques maigres "miettes" sociales que pouvait recueillir la classe ouvrière en contrepartie de sa démoralisation et de ses "sacrifices" ont disparu. Aujourd'hui c'est directement un programme draconien d'austérité qu'un gouvernement de gauche -comme l'on fait les travaillistes en Grande-Bretagne- va devoir faire appliquer. Une fois retombé le délire électoral, ce qui restera, c'est comme AVANT et comme PARTOUT, avec de plus en plus de netteté, l'épreuve de force entre la bourgeoisie et la classe ouvrière, c'est les mesures d'expulsion à l'encontre des travailleurs immigrés (la social-démocratie allemande ne s'est pas privée !), c'est la mise au chômage pour des centaines de milliers d'ouvriers dans les principaux secteurs industriels du pays pour "sauvegarder la compétitivité nationale", c'est l'envoi de la police contre les grévistes, c'est faire travailler plus intensivement avec moins de salaires. Aujourd'hui, ils nous parlent encore de "justice sociale", de "réduction des inégalités", d'"imagination au pouvoir", mais sous cet emballage, cet enrobage de circonstance, percent déjà les vrais projets. Dès les premiers discours du nouveau premier ministre Mauroy, lors même de sa prise de fonction, il est question "d'un

gouvernement qui sera celui de la rigueur". Nous voici discrètement prévenus : "en ces temps difficiles, rien ne nous sera donné sans effort". Voici un air connu. L'univers à dimension "nationale" qu'on nous promet, c'est bien toujours le même univers d'exploitation, d'austérité, de misère.

Les boniments ont changé, la camelote non. Il va s'agir de "travailler dur", de "réalisme", de "sacrifices" et de "solidarité nationale", comme en témoigne déjà le ministère nouvellement institué sous ce nom.

Pendant des mois, le gouvernement va s'employer à invoquer le "danger de la droite". Elle va lui attribuer l'insuccès des mesures

## le P.C., un patron comme un autre

Le PC, "défenseur" des ouvriers? L'attitude qu'il a vis-à-vis de ses propres salariés est éloquent sur ce que sont les méthodes staliennes en dernier recours:

*"Hier matin, la situation était plutôt tendue aux portes de l'usine. A l'intérieur, les grévistes enfermés à double tour occupant les locaux tandis que dehors, devant les grilles, la direction (PC) de la Sélis (imprimerie du PC) et près de 40 % de travailleurs solidaires, en grande majorité membres du PC, attendaient de pouvoir entrer en criant : "on veut travailler".*

*Dans le même temps, quelques jeunes militants communistes grimpaient sur le toit de l'usine pour décrocher les banderoles des grévistes.*

*Vers midi, des membres du PC organisaient un buffet campagnard devant les portes de l'usine, tout en empêchant les femmes de grévistes d'apporter des victuailles à leur mari. (...)*

*Pour la direction, qui fustige la "poignée d'anarchistes, qui déverse calomnies et injures, qui ne souhaite qu'une chose : faire couler la boîte, ce ne sont que des manoeuvres pour empêcher l'expression d'un parti au moment où l'espoir vient de naître."*

(*"Le Quotidien"* du 15 mai 1981)

Menacés de licenciements, certains non-payés depuis le mois de mars, voilà des ouvriers qui n'ont aucun sens des "sacrifices" pour la cause de "l'espoir". De ces ouvriers qui n'ont aucune "confiance" dans l'avenir que réserve la bourgeoisie et ne se satisfont pas de promesses. Ceux-là seront qualifiés d'"espions de la droite", d'irresponsables, de casseurs, et tous les moyens seront bons contre cette "racaille".

Avis à tous ceux qui auraient des velléités de lutter, sans se soucier du "bien de l'entreprise" ou de la "grandeur de la France", pour leurs intérêts propres!

de redressement économique et des soi-disant "tentatives d'amélioration sociale". Les mesures d'austérité seront mises sous la responsabilité des "patrons traités à la nation qui font fuir les capitaux", l'alibi des "manoeuvres réactionnaires pour saborder l'oeuvre sociale" permettra de repousser "les mesures de changement de société" aux calendes grecques.

Ce sera la même argumentation qui sera utilisée pour dévier toute volonté d'attaque des prolétaires contre le gouvernement : il faudra laisser "ses chances" au gouvernement du Président Mitterrand (n'a t'il pas dit que la durée était "un facteur primordial dans la situation actuelle" ?), il faudra rester "responsables" ; faire grève, ce sera "faire le jeu de la droite".

Mais les illusions là-dessus seront de plus en plus difficiles à entretenir. La bourgeoisie le sait. Elle a pu constater le désintérêt croissant pour le jeu des partis politiques et la désyndicalisation importante de ces dernières années en France. C'est pourquoi CGT et CFDT se sont empressés de proclamer hautement dès le lendemain du 10 mai, leur "pleine indépendance" et leur "autonomie" vis-à-vis du gouvernement et de lancer des appels pour une "syndicalisation massive".

Au gouvernement comme dans l'opposition, la gauche va continuer de faire écran au profit de l'ensemble de la bourgeoisie.

## combattre la gauche comme la droite

Pour la classe ouvrière, RIEN N'EST FAIT, TOUT RESTE A FAIRE.

Même avec une de ses fractions au gouvernement, la gauche ne va pas abandonner sa fonction essentielle au sein de la bourgeoisie qui est la nécessité de l'encadrement de la classe ouvrière et le dévoiement de ses luttes. Pour le prolétariat, rien n'a changé. Comme hier, comme aujourd'hui, la tâche va être demain de déjouer les pièges des mystifications de la gauche. La tâche va être d'affirmer à travers le terrain de la lutte de plus en plus nécessaire face aux attaques accrues de la bourgeoisie, une autonomie réelle de classe fondée sur la pratique des assemblées générales et de la solidarité ouvrière dans la lutte.

C'est aussi bien à toute la gauche, que ses fractions soient au pouvoir ou dans l'opposition, qu'à toute la droite que la classe ouvrière va devoir s'affronter. Quelles que soient les manoeuvres et le partage des tâches au sein de la bourgeoisie, c'est à tous les défenseurs du capital national, qu'il soient en face de lui ou se prétendent à ses côtés qu'il lui faudra s'opposer.

Y.D

# le piège de la démocratie

SUITE DE LA PAGE 1

si ne sont pas recensés tous ceux qui ne sont pas inscrits sur les listes électorales (et dont le pourcentage est très fort chez les jeunes).

Et pourtant, qu'on se souvienne du manque général d'intérêt pour les élections il y a à peine six mois. Le mythe électoral s'était usé pour avoir trop servi sans rien changer dans les années 70. La bourgeoisie avait abondamment utilisé cette arme de dilution de la conscience ouvrière, tout y était passé : élections présidentielles, législatives, municipales, cantonales, européennes, sans parler de toutes les élections locales et partielles. Devant cette avalanche, les élections sont apparues de plus en plus pour ce qu'elles étaient, une gigantesque farce.

Nous avons déjà maintes fois affirmé que les élections sont étrangères à l'expression du prolétariat, qu'elles ne sont qu'une noix vide, foire d'empoigne de personnes, qui cache l'appareillage des partis et la bureaucratie étatique. Cette fois-ci encore, nous pouvons constater que ce spectacle navrant du choc des ambitions personnelles ne serait qu'une vulgaire enceinte de cirque si des millions de prolétaires n'étaient pas illusionnés par les promesses fallacieuses des uns et des autres, délaissant momentanément le seul terrain où ils s'expriment en tant que classe pour une société totalement différente : celui de la lutte collective et sans cachotteries sur leur opinion, la lutte pour la destruction du capitalisme.

## publicité et show-business

En six mois, la bourgeoisie est parvenue à repolariser toute l'attention sur les élections, à transformer les prolétaires en électeurs-citoyens, comme tous les Français, par-delà les classes. Comment y est-elle parvenue si on se souvient du dégoût de la politique bourgeoise qui marquait la vie politique en France il y a six mois ?

Sous la IVème République, pour la bourgeoisie, les choses paraissaient simples, le président était directement désigné par les partis. Le référendum de 1961, en instituant le suffrage universel pour l'élection prési-

dentielle, renforçait le pouvoir présidentiel exécutif mais aussi son poids mystificateur en faisant croire que le choix d'un président était une responsabilité de tous les citoyens. Partant de ce point de vue, rien n'est fondamentalement changé, les élections sont toujours une gigantesque entreprise de manipulation où le choix final ne dépend pas tant des votes que du jeu des partis (multiplicité des candidatures et des désistements).

Ce que le suffrage universel introduit, c'est la nécessité pour la bourgeoisie d'une manipulation des médias de masse (radio, télévision, presse, etc...) où les techniques utilisées sont celles qui ont été rodées dans la publicité et le show-business pour aboutir à ce que la bourgeoisie appelle pudiquement des élections "à l'américaine".

L'essentiel pour la bourgeoisie est de ramener le plus de prolétaires possible sur le terrain électoral; là-dessus, toutes les forces bourgeoises sont d'accord, de l'extrême-droite aux gauchistes, qui, toutes, appellent à voter, le tout renforcé par des campagnes intensives de culpabilisation des abstentionnistes par les mass-médias du style "ne tournez pas le dos à la France" (spot publicitaire qui est passé à la télé et qui ressemble à n'importe quel spot publicitaire pour une lessive ou une couche-bébé).

Mais, cela est classique et pas nouveau, il fallait encore plus pour ramener les prolétaires dans l'isolement, les techniques du show business sont venues épauler celles de la publicité avec Coluche.

Sans que cela soit forcément volontaire, la candidature Coluche est venue, en créant l'événement, fixer l'attention de tous ceux qui étaient dégoûtés de la politique bourgeoise, sur les élections, la dérision du clown est devenue, malgré son acteur, une arme électorale. Une fois cette fonction remplie, Coluche a été jeté comme une vieille quenille usée, éliminé de toutes les médias contrôlées par l'Etat ; interdit d'antenne, Coluche a sombré dans l'oubli, ce qui prouve bien que la bourgeoisie n'autorise les candidatures que tant qu'elles la servent (qu'on réfléchisse à ce que cela signifie pour les soi-disantes can-

didatures révolutionnaires style Laguiller).

## quel désir de changement ?

Tout l'art électoral de la bourgeoisie consiste à faire croire qu'au travers des élections peuvent se réaliser les aspirations de la population : la démagogie électorale n'a pas d'autre but. Pourtant, ce ne sont même pas toutes les promesses des candidats qui ont fait voter, c'est avant tout un désir de "changement". Le "changement", l'"alternance" ont été les maîtres-mots de cette campagne électorale : même la droite a voulu se montrer comme l'expression de ce changement : Chirac "le changement dans la sécurité" et sans ironie, Giscard, qui prétend avoir "changé".

La bourgeoisie gagne toujours les élections puisque c'est elle qui les a instituées et que, de toutes façons, elle a le monopole des candidats ; on vote toujours pour la bourgeoisie. Cependant, sa victoire, c'est avant tout la forte participation, c'est d'avoir fait croire que le "changement" peut être électoral.

Pourtant, cette victoire est fragile. La gauche au pouvoir n'est pas plus capable de réaliser un quelconque changement réel que la droite. L'austérité, la misère croissante des ouvriers sont toujours à l'ordre du jour, la réalité de la crise mondiale du capitalisme est là. Le seul "changement" que la bourgeoisie pouvait offrir par les élections a eu lieu, ce n'est pas lui qui peut réellement satisfaire les prolétaires.

La gauche au pouvoir ne fera pas mieux que la droite. Du même coup, les illusions sur l'"alternance", le "changement" par les élections, risquent de fondre avec la crédibilité du parti socialiste au pouvoir. Avec l'arrivée de Mitterrand au pouvoir, la bourgeoisie use de manière accélérée ses cartes mystificatrices. Il est des victoires qui annoncent la défaite. Le désir de "changement" des prolétaires aujourd'hui, même s'il s'est traduit par la victoire électorale de la bourgeoisie maintenant annonce la révolution de demain.

J.J.L.

# LA CRISE POLITIQUE DE LA BOURGEOISIE FRANÇAISE

Nous avons fréquemment analysé dans notre presse les armes actuellement utilisées par la bourgeoisie dans son offensive contre la classe ouvrière. Depuis plus de deux ans, nous avons mis en évidence le fait que :

"...après avoir eu pendant des années comme principal ennemi la gauche au pouvoir ou en marche vers le pouvoir, la classe ouvrière, dans la période qui vient, retrouvera de façon quasi générale le même ennemi dans l'opposition n'hésitant pas à radicaliser son langage pour pouvoir mieux saboter ses luttes".  
(Résolution sur la situation internationale du 3ème Congrès du C.C.I - Revue Internationale n°18)

Aujourd'hui, l'élection du socialiste François Mitterrand à la tête de l'Etat français et la constitution du 1er gouvernement de gauche depuis des décennies semble contredire complètement cette analyse.

Faut-il en conclure que cette analyse était fautive ? Faut-il penser que c'en est fini pour la bourgeoisie de la carte de "la gauche dans l'opposition" contre la classe ouvrière ? Le cas de la France constitue-t-il une exception ? Et, dans ce cas, comment peut-on l'expliquer ?

● L'analyse du CCI s'est basée sur le constat de faits objectifs. En effet, ces dernières années, un mouvement de passage de la gauche de sa position gouvernementale vers l'opposition s'était manifestée en de nombreux pays : Pays-Bas, Suède, Grande-Bretagne, Portugal, Israël, Vénézuela, Italie (fin du "compromis historique"), USA (où les démocrates font figure de "gauche") alors que dans d'autres tels l'Espagne ou la France, la gauche qui était restée en dehors du gouvernement, abandonnait une politique de coopération avec celui-ci (pacte de la Moncloa) ou d'accession au pouvoir (Programme Commun de gouvernement en France liquidé en 77). Le nombre de pays où la gauche continuait de participer au gouvernement se restreignait finalement à ceux que la crise avait relativement épargnés (RFA, Autriche) ou pour lesquels c'était indispensable pour assurer une représentation équitale des diverses fractions régionales de la bourgeoisie (Belgique : cf. analyses publiées dans "Internationalisme").

## une analyse fautive ?

Le CCI avait donc analysé ce phénomène non comme une succession de cas d'espèce mais bien comme une tendance générale qui s'expliquait à la fois par l'aggravation de la crise du capitalisme et par la reprise des luttes prolétariennes après une accalmie au milieu des années 70.

En effet, notre organisation a mis en évidence la différence existant entre la première période de développement de la crise mondiale, celle qui couvre en gros les années 70, et celle qui lui succède au moment d'entrer dans les années 80. Malgré la gravité de la crise (avec notamment la brutale chute de 74-75) les années 70 peuvent être considérées comme les années "d'illusion". Illusions pour la classe dominante qui s'imaginait que les difficultés de son économie étaient temporaires (c'était l'époque où le premier ministre Chirac annonçait "la fin du tunnel"). Illusions pour la classe ouvrière qui se laissait encore persuader par les campagnes idéologiques des partis de gauche que la crise résultait d'une "mauvaise gestion de l'économie" par les partis de droite et par les "grands monopoles avides de profits". Dans ce contexte, la politique de "gauche au pouvoir" ou "en marche vers le pouvoir", mise en place par la bourgeoisie, répondait au besoin de faire accepter passivement l'austérité aux travailleurs en leur faisant croire "qu'après" les choses "iraient beaucoup mieux".

Mais tout a une fin ; y compris les illusions sur la nature de la crise. La persistance de celle-ci, l'échec de tous les "plans de relance" destinés à "en sortir", son aggravation irrémédiable sont progressivement venus à bout des croyances dans "les lendemains qui chantent". Comme toujours, la crise économique tend à mettre à nu les contradictions fondamentales de la société capitaliste. Son aggravation ouvre la porte "aux années de vérité", celles où il devient impossible aux gouvernements de masquer le caractère général et insoluble de la crise, celles où les discours sur "ça ira mieux demain" ne prennent plus. Pour la classe ouvrière, il n'apparaît d'autre alternative que de reprendre le combat. Et quant aux partis de gauche, ils servent bien plus efficacement les intérêts du capitalisme en tenant un langage radical qui leur permet de contrôler et de saboter les luttes, qui sont de toutes façons inévitables, qu'en conservant celui du passé sur le thème de "la lutte ne paie pas", il s'agit de "bien voter", qui risque d'être de moins en moins entendu par les travailleurs.

C'est dans ce contexte que la classe dominante se partage aujourd'hui le travail entre d'une part ses secteurs qui ont le moins d'emprise sur la classe ouvrière, en général les partis de "droite" et du "centre", auxquels revient la charge de "parler clair" (Barre en était l'exemple typique) depuis le gouvernement et, d'autre part, ses secteurs qui ont une influence sur les travailleurs, les partis de gauche et les syndicats, qui se doivent de conserver ou renforcer cette influence en faisant des discours "radicaux" depuis l'opposition.

Cette situation reste valable pour l'ensemble des pays d'Europe et on peut même voir le parti social-démocrate encore au pouvoir en

Allemagne se reconvertir peu à peu en parti d'opposition.

Et l'élection de Mitterrand là-dedans ? Eh bien, il faut la voir comme une anomalie, un événement qui a échappé à la volonté et au contrôle des secteurs politiques dominants de la bourgeoisie française, y compris le parti socialiste.

## Le 18 Brumaire de Mitterrand-le-petit

Contre toute attente sérieuse, il s'est pas passé en effet quelque chose de très important le 10 mai ; mais pas ce qu'on veut nous faire avaler pourtant : de "victoire des travailleurs", il n'y en a eu que dans les discours des démagogues de gauche et d'extrême-gauche. Il s'est passé quelque chose MAIS dans les sphères de la bourgeoisie : une sorte de coup d'Etat d'opérette involontaire.

Certes, contrairement à 1851 ou 1958, tout s'est passé dans la légalité. Le juriste Mitterrand a respecté scrupuleusement la loi. Mais il n'empêche que son accession à la tête de l'Etat fait violence à la bourgeoisie (celle de Washington, de Moscou et de la Bourse de Paris) comme elle fait violence d'ailleurs à lui-même (ses déclarations au moment de son élection sont significatives : "Quelle histoire !" "c'est maintenant que les ennuis commencent"). Ici, ce qui a surpris la bourgeoisie et l'a mise dans l'embarras ce ne sont pas les baïonnettes mais un instrument dont elle tire habituellement efficacité et tranquillité : l'institution électorale. Est-ce à dire que celle-ci pourrait redevenir un terrain de combat pour la classe ouvrière ? Nullement ! La classe ouvrière n'a rien à gagner sur ce terrain qui reste exclusivement celui de la bourgeoisie, n'en déplaise aux rabatteurs gauchistes.

Est-ce à dire que, désormais, et en tous lieux, les élections ne servent plus les intérêts de la bourgeoisie ? Qu'il en sort des résultats contraires à ses intérêts ? Ce n'est pas le cas non plus. En général, les résultats électoraux sont conformes aux nécessités du moment du capitalisme. Non pas qu'on bourre les urnes : là où cela arrive, les élections perdent leur crédibilité et donc leur efficacité comme instrument de mystification des masses. En réalité, ce que l'on bourre, c'est les crânes : à travers toutes sortes de manœuvres préalables, et à grand renfort de mass-médias, les divers partis bourgeois s'arrangent en général pour que les électeurs votent "comme il faut". C'est ainsi qu'en 1977, l'union de la gauche fut rompue fort à propos pour lui faire perdre les élections législatives de 1978. De même, pour empêcher une réélection du démocrate Carter, dont elle n'avait plus besoin, la bourgeoisie américaine a suscité la candidature Anderson destinée à lui retirer des voix. Plus récemment, face à une menace de raz-de-marée du parti travailliste aux prochaines élections en Grande-Bretagne, la bourgeoisie de ce pays s'est arrangée pour que se crée une scission dans ce parti et qu'apparaisse sur la scène politique un parti concurrent, capable de lui faire perdre les élections, le Parti Social-Démocrate.

Pour les présidentielles françaises, le PS avait tout fait pour que son candidat soit battu : il avait choisi Mitterrand alors que Rocard paraissait à l'époque le mieux placé pour battre Giscard ; sitôt désigné, le candidat Mitterrand était parti en voyage en Afrique et en Chine, comme si l'élection présidentielle ne l'intéressait pas...

De son côté, le PCF, jusqu'au 1er tour, avait également fait tout son possible pour que Giscard rempile.

La gauche dans son ensemble, avait donc, comme en 1978, "joué le jeu", celui qui devait lui permettre de rester dans l'opposition. En l'occurrence, c'est la droite qui n'a pas joué le sien.

En effet, une utilisation efficace du dispositif électoral suppose qu'il existe une lucidité et un consensus suffisants au sein de la classe dominante, que les divers partis soient capables de se hisser au dessus de leurs querelles particulières, de faire prévaloir, par delà leurs intérêts de boutique, les intérêts d'ensemble du capital national.

C'est cette lucidité et ce consensus qui

ont fait défaut à la droite qui, confiante dans une réélection facile de Giscard, telle que l'annonçaient les sondages il y a six mois, a donné libre cours à ses règlements de compte internes entre le clan giscardien et le clan chiraquien. A priori, la bourgeoisie n'était pas hostile à un rééquilibrage des forces au sein de l'ancienne majorité : bien de ses secteurs se réjouissaient de "l'effet Chirac" qui aurait permis à celle-ci de donner une plus grande pugnacité, un ton plus combatif (à l'exemple de celui de Reagan) à son offensive anti-ouvrière. Mais, "l'effet Chirac" est allé au-delà des espérances : le mécontentement des couches petites-bourgeoises capitalisées et amplifié par le chef du RPR a finalement privé au second tour Giscard d'une partie de son électorat habituel, ce qui a suffi pour lui faire perdre son poste.

Ce ne sont donc pas Mitterrand et la gauche qui ont gagné l'élection, mais bien Giscard et la droite qui l'ont perdue.

## La crise politique de la bourgeoisie

Ce faux-pas de la bourgeoisie française ne veut pas dire que désormais cette classe sera incapable au niveau international de se donner les moyens politiques les plus appropriés pour affronter la classe ouvrière. Ce faux-pas doit être mis au compte d'un certain nombre de faiblesses spécifiques à la bourgeoisie française qui concernent non pas tellement son économie (laquelle a résisté mieux que bien d'autres à la crise du capitalisme) mais sa sphère politique. Cette faiblesse politique s'est illustrée par sa longue paralysie face au problème de la décolonisation (elle n'a été dépassée dans ce domaine que par la bourgeoisie portugaise), de même que par le coup d'Etat du 13 mai 58 et l'appel à un "homme providentiel" De Gaulle. Elle s'est illustrée également par la mise en place d'institutions qui étaient à la mesure de cet "homme providentiel" et ont garanti une bonne stabilité politique pendant toute une période, mais qui ne convenaient plus à ses successeurs (les chausseurs de De Gaulle, notamment le mandat présidentiel de 7 ans, étaient trop grandes pour un Giscard) de même qu'elles étaient trop rigides face à un surgissement de la lutte de classe (comme cela s'était déjà révélé en mai 68).

Une autre faiblesse enfin, consiste dans la place trop réduite occupée par le PS dans la vie politique depuis 58, ce qui n'a pas permis de réelle alternance (notamment lorsqu'elle aurait été "positive" au milieu des années 70) et a conduit à une certaine usure des partis de droite au pouvoir depuis 23 années.

Si elle résulte donc d'une faiblesse politique de la bourgeoisie française, l'élection "malencontreuse" de Mitterrand va encore renforcer cette faiblesse. D'une part, Mitterrand aura les plus grandes difficultés à trouver une majorité au Parlement, et cela même si la "gauche" l'emporte car le PC est appelé, à terme, à poursuivre son rôle d'opposition capable de contrôler la classe ouvrière. D'autre part, contraint par la crise économique à mener une politique d'austérité, de chômage et de répression, en complète contradiction avec les promesses électorales de Mitterrand, le PS, une fois éteints les lampions de la fête, va perdre en peu de temps une crédibilité qu'il avait conquise péniblement et patiemment auprès des travailleurs. Face à l'intensification de l'exploitation de la classe ouvrière qui se prépare, le PC et le PS et leurs syndicats respectifs, n'auraient pas été de trop pour se partager le travail pour encadrer les travailleurs et dévoyer leurs luttes.

On peut faire confiance au PCF pour faire un maximum de zèle dans cette sale besogne, mais c'est une faiblesse pour la bourgeoisie nationale que de confier une responsabilité aussi importante à un parti qui n'est pas "sûr" en politique internationale. En fin de compte, le bilan de l'élection de Mitterrand se présente pour la bourgeoisie par un petit plus (les illusions présentes : "on a gagné!") et un grand moins : le sacrifice prématuré d'une carte importante dans l'encadrement du prolétariat. Cependant, cet affaiblissement de la bourgeoisie n'en sera vraiment un que si la classe ouvrière engage le combat. Il revient donc aux révolutionnaires non seulement de dénoncer toutes les illusions sur la prétendue "victoire des travailleurs" que représenterait l'élection du bourgeois de gauche Mitterrand, mais également d'affirmer clairement que tous les avatars, toutes les crises politiques que peut subir la classe dominante n'apportent rien au prolétariat.

Les prolétaires ne peuvent compter que sur leurs propres forces, que sur leurs propres luttes.

## IRLANDE



A Brixton, la population d'un quartier de Londres affronte la police de l'Etat britannique.



En Irlande, une manifestation de femmes contre la vie chère affronte la même police.

L'ETAT ANGLAIS A AFFIRME QU'IL NE CEDERAIT PAS, NI DEVANT LE TERRORISME, NI DEVANT LES EXPLOSIONS SOCIALES. POURQUOI CETTE INTRANSIGEANCE ? CE N'EST PAS CONTRE LES NATIONALISTES DE L'IRA, MAIS AVANT TOUT CONTRE TOUT CE QUI PEUT MENACER "L'ORDRE ETABLI" DANS CE CONTEXTE DE CHOMAGE ET DE MISERE, QUI N'EST PAS SPECIFIQUE A L'IRLANDE. LA QUESTION NATIONALE DETOURNE LA VRAIE QUESTION.

## la terreur de l'Etat

● Pour ceux qui auraient toujours des illusions dans la démocratie bourgeoise, l'Irlande du Nord vient encore les désabuser. Les morts de Bobby Sands et Franck Hughes ont mis la réalité de l'Etat démocratique sur la première page des journaux ; la bourgeoisie montre que, face à la pourriture généralisée de sa société, elle n'a aucune solution autre que la torture, les camps de concentration, et une emprise militaire sur l'ensemble de la vie. Incapable de résoudre la crise mortelle de son mode de production, elle essaie de se servir de ses manifestations pour préserver son règne.

Cyniquement la bourgeoisie anglaise a utilisé les grévistes de la faim comme exemples à tous les "éléments turbulents" -classe ouvrière en tête. Sands et Hughes ont servi de propagande pour L'ETAT FORT, de la même façon que la bourgeoisie allemande a utilisé la mort d'un autre gréviste de la faim. Ainsi, la classe dominante entend démontrer dans les mots d'un chef de la Police londonienne : "Nous contrôlons les rues, un point c'est tout !". Tout comme les exercices militaires dans les HLM à Belfort, la coopération étroite entre police et armée en Ulster est la preuve que l'Etat ne reculera devant aucun moyen dans le maintien de son "ordre".

Contre qui est dirigé cette répression ? Pour la propagande officielle, c'est contre

une poignée de terroristes, les "hommes de la violence" -comme si la bourgeoisie, avec ses milliards dépensés chaque année en armement, était non-violente ! Ce qui n'explique pas, évidemment, la haine générale de la population "catholique" pour les flics et l'armée, ni le fait que les camps de concentration ne contiennent pas que des membres de l'IRA, mais aussi tous ceux qui ont la malchance de subir la répression militaire. Il s'agit, surtout, d'escamoter la vraie signification de la question sociale, de la faire apparaître comme une question religieuse ou nationale, alors qu'il s'agit d'une question de CLASSE.

Ceci apparaît clairement après les émeutes de Brixton; là, il était évident que, pour l'ensemble de la population, l'ennemi n°1 est l'Etat et sa police. Malgré leurs limites et leurs confusions, les combats de rue à Brixton sont sortis du cadre bourgeois, du cadre : race contre race. Tant que la classe ouvrière ne s'affirme pas en tant que force sociale distincte, de telles luttes n'ont pas de véritables perspectives. Elles représentent néanmoins un potentiel que le prolétariat doit utiliser et diriger contre le capitalisme. En Ulster, l'Etat maîtrisera la désagrégation sociale aussi longtemps qu'elle restera dans le cadre religieux et national, cadre que l'Etat définit lui-même.

## ESPAGNE

## L'ANTI-TERRORISME : UN ART DE GOUVERNER

● Qu'est ce que l'anti-terrorisme dont toute la bourgeoisie du monde, de Reagan à Schmidt et de Thatcher à Pertini a la bouche remplie ? Une lutte contre le terrorisme ? Non, c'est le simple cache-sexe d'une terreur d'Etat qui tend à se développer en réponse à l'agitation sociale suscitée par la catastrophe capitaliste. Les extraits de l'article du "Monde" (du 13 mai) que nous reproduisons ici n'ont pas valeur démonstrative pour la seule Espagne, même si ils établissent clairement pour ce pays la vraie portée de l'anti-terrorisme.

### Espagne

### Les succès enregistrés dans la lutte anti-terroriste ont fait baisser la tension

"Le commandement unique (policier et militaire) de lutte contre le terrorisme a pu se prévaloir ces derniers jours de succès notables(...).

Trois jeunes gens, avaient paru suspects à la garde civile à Roquetas-de-Mar, près d'Almería, dans le sud de l'Espagne. Des armes auraient été découvertes dans leur voiture, et ils étaient conduits dans celle-ci jusqu'à Madrid pour interrogatoire, lorsque, malgré leurs menottes, ils auraient attaqué les policiers placés à l'avant. Ces derniers auraient sauté de leurs sièges à l'extérieur, laissant le véhicule s'écraser dans un fossé où il a immédiatement pris feu. Les trois corps carbonisés étaient difficiles à identifier (...)

Ces succès policiers sont venus à point nommé pour rassurer l'opinion. Les autorités ont d'ailleurs insisté sur la collaboration de la population qui aurait permis l'arrestation de trois membres du GRAPO accusés du meurtre du général Gonzalez de Suso. Dans ce domaine, le consensus

de la classe politique est total. Le dirigeant socialiste, Mr Felipe Gonzalez a appelé ses concitoyens à une "collaboration active" avec les forces de sécurité et Mr Carillo, secrétaire général du PC, a tenu des propos analogues.

("Le Monde, 13 mai 1981)

L'anti-terrorisme n'est qu'un nom pour ne pas désigner le besoin véritable de la bourgeoisie : renforcer, réarmer l'appareil répressif de son Etat. Sa cible est la population exploitée du capitalisme, tous ceux que la crise rend suspects de rébellion contre l'Etat, qu'on soit chômeur, sans logis et sinistré à Naples, immigré à Belleville ou Brixton, ou tout simplement "jeune" sans emploi ou travailleur, partout soumis à l'austérité capitaliste mondiale. Tous suspects, tous terroristes !

Partout l'anti-terrorisme s'abrite derrière la défense de la démocratie fictive pour cacher le renforcement de la dictature réelle de la bourgeoisie. Plus la bourgeoisie rencontre la nécessité de travestir la réalité à une classe ouvrière combattive, plus la gauche se fait le porte-parole ardent de la propagande de l'Etat.

En Espagne la manipulation du thème anti-terroriste est particulièrement achevée et subtile car elle présente l'imposition forcée du quadrillage répressif comme sauvegarde contre le retour de la dictature militaire. Dictature ou dictature, tel est le choix impossible proposé à la classe ouvrière.

Ainsi combiné à l'anti-fascisme, pour tout à la fois dévoyer la lutte ouvrière de son terrain anti-capitaliste et tenter de lui faire prendre peur du combat de classe, par l'agitation de la menace d'intervention soldatesque, l'anti-terrorisme révèle, dans toute son ampleur, l'art de gouvernement par la terreur de l'Etat bourgeois.

Mx.

"INVOKER AUJOURD'HUI L'ATTITUDE DE MARX A L'EGARD DE LA BOURGEOISIE PROGRESSIVE ET OUBLIER LES PAROLES DE MARX : "LES OUVRIERS N'ONT PAS DE PATRIE", PAROLES QUI SE RAPPORTENT JUSTEMENT A L'EPOQUE DE LA BOURGEOISIE REACTIONNAIRE QUI A FAIT SON TEMPS, A L'EPOQUE DE LA REVOLUTION SOCIALISTE, C'EST DEFORMER CYNIQUEMENT LA PENSEE DE MARX ET SUBSTITUER AU POINT DE VUE SOCIALISTE LE POINT DE VUE BOURGEOIS".

LENINE ("LE SOCIALISME ET LA GUERRE")

"LA GUERRE MONDIALE NE SERT NI LA DEFENSE NATIONALE, NI LES INTERETS ECONOMIQUES OU POLITIQUES DES MASSES POPULAIRES QUELLES QU'ELLES SOIENT, C'EST UNIQUEMENT UN PRODUIT DE RIVALITES IMPERIALISTES ENTRE LES CLASSES CAPITALISTES DE DIFFERENTS PAYS POUR LA SUPREMATIE MONDIALE ET POUR LE MONOPOLE DE L'EXPLOITATION ET DE L'OPPRESSION DES REGIONS QUI NE SONT PAS ENCORE SOUMISES AU CAPITAL. A L'EPOQUE DE CET IMPERIALISME DECHAINE, IL NE PEUT PLUS Y AVOIR DE GUERRES NATIONALES. LES INTERETS NATIONAUX NE SONT QU'UNE MYSTIFICATION QUI A POUR BUT DE METTRE LES MASSES POPULAIRES LABORIEUSES AU SERVICE DE LEUR ENNEMI MORTEL : L'IMPERIALISME".

(ROSA LUXEMBOURG, "BROCHURE DE JUNIUS")

## le nationalisme de l'IRA

L'IRA aussi a tout intérêt à maintenir ce cadre, d'obscurcir la division entre les deux classes sociales antagoniques à travers la division entre les deux communautés nationales : catholiques contre protestants. L'Etat britannique a utilisé la mort de Bobby Sands pour se mettre en avant comme seul défenseur de la société contre le terrorisme et la violence. L'IRA s'en sert pour se présenter comme seul défenseur de la "communauté" catholique contre la répression, soi-disant NATIONALE de l'Etat anglais. La campagne de l'IRA autour des grévistes de la faim, qui lui a valu la plus grande manifestation de soutien (50 000 personnes aux obsèques de Sands) qu'elle ait jamais connue prend la relève de la répression directe exercée dans les quartiers catholiques : représailles contre les "collabos", fusillades contre les usines où protestants et catholiques travaillent ensemble ou sur les cars qui les amènent au boulot. L'IRA se bat POUR LA NATION, CONTRE LE PROLETARIAT. L'IRA, autant que l'Etat anglais a tout intérêt à ce que la "question irlandaise" reste une question nationale.

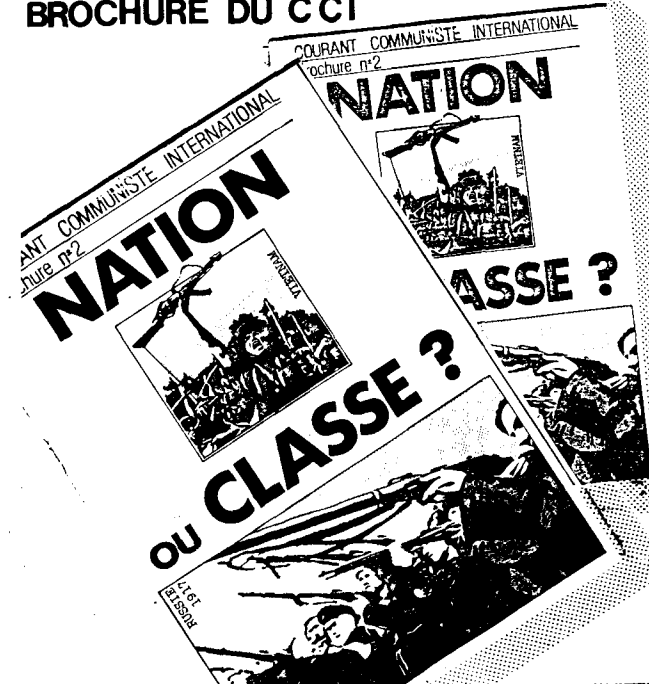
Mais la VRAIE question en Irlande, la question de la lutte de classe a déjà été posée il y a 60 ans. Dans une série de grèves au début des années 20, le prolétariat irlandais s'est joint à la bataille contre le capitalisme de la classe ouvrière mondiale. Et, face à lui, le même ennemi, la classe bourgeoise, représentée en Ulster par l'Etat anglais, et en Irlande du "Sud", par le Sinn Fein et son bras militaire, l'IRA. En Ulster, la bourgeoisie Unioniste, en connivence avec l'Etat a utilisé un pogrom anti-catholique afin de briser les grèves de 1919 dans la métallurgie et les chantiers navals réunissant l'ensemble des ouvriers et afin d'expulser les militants ouvriers.

En Irlande du "Sud", c'est l'IRA qui a brisé le conseil ouvrier de Mallow et le mouvement des occupations de Cork en 1922.

Depuis lors, les protagonistes n'ont pas changé de nature. Le prolétariat reste la seule force capable de mettre fin à la misère du capital. L'IRA et l'Etat anglais, malgré leurs querelles de bourgeois, restent ce qu'ils ont toujours été -des défenseurs de l'ordre capitaliste.

Len Black  
18 MAI 1981

### BROCHURE DU CCI



# LES VRAIS RAISONS D'UN MASSACRE

●Six cents morts, cinq mille blessés : c'est le terrible bilan depuis le 2 avril dernier, jour de reprise de la guerre au Liban.

C'est de nouveau l'escalade : bombardements syriens sur Beyrouth et Zahlé, ripostes des phalangistes et de l'aviation israélienne ; à la mise en place de fusées SAM 6 syriennes, Begin répond par la menace d'une guerre ouverte et fait intervenir l'aviation israélienne. Le Liban actuel est soumis à la destruction systématique, maison par maison, quartier par quartier, ville par ville ; avec ses populations massacrées et saignées par les gangs et hordes armées de tous bords.

Ce n'est plus une guerre, c'est une curée ! Chacun défend sa part du cadavre et convoite celle du voisin : au nord les phalangistes de Gemayel, au centre les Syriens, les palestiniens, et au sud les unités du major Haddad soutenues par Israël.

Dans cette guerre, les "petits Etats" veulent avoir leur mot à dire et cherchent à défendre leurs propres intérêts. Ainsi Gemayel veut en avoir plus que ce qu'on a bien voulu lui laisser, Begin cherche soi-disant des frontières sûres pour Israël et les pays du Golfe, qui tremblent pour leur pétrole, redoutent le moindre danger de déstabilisation de la région.

Ainsi chacun marchande, qui son alignement, qui sa complicité, qui sa participation au renforcement du bloc de l'Ouest face à celui de l'Est.

Quel est l'enjeu fondamental de cette guerre ? Il est ce qu'il a toujours été depuis 30 ans : le contrôle du Moyen-Orient par l'un des blocs au détriment de l'autre, et certainement pas "la libération du peuple libanais", "la libération du peuple palestinien", ou la "défense d'Israël". Tout cela,

ce n'est que l'ensemble des idéologies au nom desquelles se font massacrer des populations entières.

Au Moyen-Orient, depuis quelques années, à travers les divers conflits qui s'y sont déroulés, les USA ont réussi à ramener plus ou moins facilement la majorité des pays arabes dans leur camp et à quasiment éjecter l'impérialisme russe de cette région.

Seuls la Syrie et quelques groupes de palestiniens restent difficiles à "convaincre". Depuis 1976, depuis le début du conflit libanais, les USA ont entrepris un sordide marchandage en jetant le Liban en pâture à la Syrie, moyennant son passage dans le camp occidental.



LE CAPITALISME, DECADENT N'A RIEN D'AUTRE A PROMETTRE QU'OPPRESSION, MISERE ET GUERRE.

La Syrie, encore soutenue par l'URSS, résiste aux avances et continue de faire monter les enchères ; aussi les américains sont-ils amenés à exercer des pressions économiques (par Arabie Saoudite interposée) et militaires (par Israël interposé) pour tenter de supprimer ses réticences.

Mais cette guerre n'est pas un phénomène isolé, "une guerre de religion". Cette guerre s'intègre directement dans la situation mondiale, et ses rapports de force, le renforcement des tensions inter-impérialistes. Cette guerre accompagne la course aux armements qui se poursuit sans relâche. Cette guerre, c'est aussi l'augmentation des livraisons d'armes en Asie, c'est l'accroissement des budgets militaires dans les principaux pays du monde. Les armes nucléaires, comme l'installation des "Euro-missiles" en Europe et des "SS-20" en URSS participent de la même réalité, de la même guerre d'influence que se livrent les grandes puissances.

Pourtant, au même moment, alors que la guerre sévit au Moyen-Orient, les USA lèvent l'embargo sur les livraisons de céréales aux pays de l'Est, embargo décidé à la suite de l'invasion de l'Afghanistan par l'URSS. Les intérêts d'ordre économique ne sont pas absents de cette décision, mais, après la Pologne, ne pas renforcer le risque de nouvelles explosions de la lutte de classe en renforçant la pénurie alimentaire en est la raison fondamentale.

Cette décision ne montre pas une "bonne volonté pacifique" des USA qui, quelques mois après l'invasion de l'Afghanistan cherchent partout à renforcer leurs positions stratégiques mais montrent concrètement que seul le danger de la lutte de classe pousse la bourgeoisie à s'unir alors que, dans la crise, tout les pousse à s'entre-déchirer.

J.E.

## la social-démocratie

SUITE DE LA PAGE 8

"indépendants", qui défendait cette même continuité mais en émettant des réserves sur la politique de soutien à la guerre, dont elle cesse de voter les crédits. L'USPD se fonde avec le but avoué d'"éviter que trop d'eau n'aille au moulin de l'extrême-gauche spartakiste" -c'est-à-dire à la fraction révolutionnaire de la classe.

### les manoeuvres de la social-démocratie

Une fois la monarchie écroulée, donc, ce sont ces deux partis sociaux-démocrates qui vont prendre les affaires en main, qui vont pactiser (en secret, évidemment) avec l'Etat-Major des armées allemandes, pour assurer le salut de la république démocratique bourgeoise contre le pouvoir des conseils ouvriers.

L'"avantage" dont disposent les partis "de gauche" (partis ex-ouvriers, passés dans le camp de la bourgeoisie) sur les partis "de droite", c'est que, anciens partis ouvriers, ces partis jouissent d'une crédibilité, d'une capacité de mystifier les ouvriers que la droite ne possède pas. Ce sont les seuls partis qui peuvent se permettre de défendre les intérêts du capital en les enrobant dans une phraséologie "populaire" (pour les PS) ou "ouvrière" (pour les PC). Ce sont les partis de la bourgeoisie plus spécialisés dans le mensonge et la démagogie (bien qu'ils soient tous menteurs et démagogues).

Ainsi, quand le mouvement de grèves et de conseils déferle sur Berlin en novembre 18, la social-démocratie déploie tous ses artifices pour dévoyer le mouvement, empêcher qu'il ne poursuive sa marche révolutionnaire et le museler dans la "démocratie parlementaire bourgeoise". Pour cela elle use constamment d'un double discours : rassurant pour la bourgeoisie, appel au "respect du calme et de l'ordre" dans son journal quotidien (le "Vorwärts") ; pour les ouvriers, par voie de tracts, un langage "radical", pseudo-révolutionnaire : appels à la "grève généra-

le et à l'insurrection (qu'en fait, ils prenaient en marche) pour l'établissement d'une république sociale" (et cela dans la même journée, le 9 novembre)...

Quel est l'intérêt, pour un parti de la bourgeoisie, de pouvoir tenir un langage "radical" aux ouvriers ? Connaissant la classe ouvrière, les sociaux-démocrates savaient que quand les ouvriers se mettent massivement en lutte, on ne peut pas les attaquer de front. Dans ces cas, la répression ne fait que renforcer leur unité derrière un ennemi commun, et devant une classe ouvrière unie et résolue, aucun Etat -aussi armé militairement soit-il- ne résiste. Aussi, les sociaux-démocrates s'attachent-ils d'abord à AFFAIBLIR LE MOUVEMENT DE L'INTERIEUR :

- à travers la division : la division qui s'était opérée au sein de la social-démocratie entre SPD et USPD va se révéler ici d'une grande efficacité pour diviser le mouvement ouvrier :

. les "Majoritaires" du SPD jouant les "forces tranquilles" et sécurisantes, qui sont pour l'abolition des conseils ouvriers, l'instauration d'une république démocratique parlementaire afin que "tout le peuple et pas seulement les ouvriers puissent s'exprimer à travers le suffrage universel". C'est eux qui assumeront l'essentiel des responsabilités gouvernementales dans "ces périodes troubles", qui laisseront se créer des corps-francs (bandes armées provenant de l'armée en déroute, obéissant au doigt et à l'oeil à des officiers archi-réactionnaires et payés souvent par des gros propriétaires ou des industriels) et leur feront ensuite jurer allégeance "au chancelier Ebert" (chef social-démocrate) avant de les faire marcher sur Berlin contre les ouvriers insurgés, en janvier 1919, puis sur toutes les autres villes insurgées d'Allemagne (tout en ayant entre temps enlevé et assassiné "en douce" les deux grandes têtes révolutionnaires de l'époque : Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht).

. les "Indépendants" de l'USPD prônant la création de conseils ouvriers et l'instauration d'une république socialiste... mais n'en croyant pas un mot. La spécialité de ceux-ci, leur rôle spécifique dans le partage des tâches SPD/USPD a été de tenir un discours "révolutionnaire" à s'y méprendre (au point que même les révolutionnaires de la Ligue Spartakus, à laquelle appartenaient R. Luxembourg et K. Liebknecht, ont cru pouvoir rester organisés en tant que tendance en son sein jusqu'en décembre 1918 avec l'espoir de le gagner aux positions révolutionnaires). C'est à l'USPD que revient principalement l'initiative de la pseudo-tentative d'insurrection, qui a eu lieu en janvier 19 à Berlin et qui a permis l'écrasement physique des ouvriers par les corps-francs sous les ordres de Noske (chef SPD).

### massacreurs du prolétariat

Cela s'est passé comme ça : l'USPD juge utile (avec d'autres organisations) d'appeler à l'insurrection pour le 9 janvier, alors que le mouvement est loin d'être mûr pour une telle action. Les ouvriers, qui sont décidés à poursuivre le chemin révolutionnaire se lancent dans les affrontements de rue contre les corps-francs qui soutiennent le gouvernement Ebert-Scheidemann. L'USPD, lui, va "négocier" avec le gouvernement SPD pour voir si, après tout, il n'y a pas une autre façon de s'arranger. C'est alors la "semaine sanglante" où des milliers d'ouvriers sont massacrés et qui ramène "l'ordre à Berlin". Une fois la "vermine révolutionnaire" écrasée, les sociaux-démocrates pourront organiser à leur aise des élections d'où ils sortent largement vainqueurs... et c'est toujours eux qui sont au pouvoir en Allemagne, après quelques accidents de parcours, dont l'épisode du nazisme. L'ordre règne toujours à Berlin.

Taly

VIENT DE PARAITRE LA BROCHURE  
**L'ETAT DANS LA PERIODE DE TRANSITION**

## REPONSE A UN TRACT

# QUAND L'IDEALISME PART EN GUERRE CONTRE L'IDEOLOGIE DU TRAVAIL

Nous publions ci-dessous un tract distribué lors de la kermesse du 1er mai par le "Mouvement de libération des cigales". S'il est toujours bon de trouver une critique du monde actuel au milieu des litanies de la

"fête du travail", de la fête de l'esclavage quotidien, les limites de l'idéalisme y apparaissent clairement.

"LE POINT LE PLUS ELEVE AUQUEL ATTEINT LE MATERIALISME INTUITIF, C'EST A DIRE LE MATE-

RIALISME QUI NE CONCOIT PAS LE MONDE MATERIEL COMME ACTIVITE PRATIQUE, EST LA FACON DE VOIR DES INDIVIDUS DE LA "SOCIETE BOURGEOISE" PRIS ISOLEMENT."

(Marx : Thèses sur Feuerbach)

## TRACT du M.L.C.

"EN MARGE DES LABORIEUX PROGRAMMES ELECTORAUX PRECONISANT "LE DROIT A L'EMPLOI", une nécessité s'impose d'informer la majorité salariale et besogneuse : en ce jour du 1er mai 81, nième Fête du Travail, UNE DECOUVERTE SCIENTIFIQUE RECENTE RISQUE DE SEMER LE TROUBLE DANS LA FRANCE PROFONDE ET TRAVAILLEUSE : pur produit de l'éducation laïque et républicaine. Une information transpire ... Elles ne sont pas à la hauteur de leur réputation :

LES FOURMIS SONT DES FEIGNASSES !

"Lorsque nous nous penchons sur une fourmière, nous avons l'impression qu'il y règne une activité fiévreuse, mais c'est seulement parce qu'il y a quantité de fourmis et qu'elles sont toutes semblables. De fait, les fourmis individuelles passent : LE PLUS CLAIR DE LEUR TEMPS A SE PRELASSER ! et plus choquant encore : LES OUVRIERES (toutes FEMELLES) CONSACRENT BEAUCOUP DE TEMPS A LEUR TOILETTE ! (J. et C. Wheeler, éthologistes.)

Le M.L.C. (Mouvement de Libération de la Cigale) se fait un devoir de révéler ce jour cette conséquente information étouffée par les Phallos du Patronat, les Héros de la Production, les Zorros de la "Relance", les Zéros Economistes, créateurs de Pénurie.

Le M.L.C. profite de ce jour de congé pour questionner l'Homo-Ça-Pionce, dans le débat à résonance ethnologique

qui agite les milieux pensants de la planète... Louis le Prince-Ringard s'offusque que l'on puisse comparer l'Homo-Sapiens de nos prospères banlieues H.L.M. isées à des insectes ordinaires : "Nous avons le progrès, la science, la technique qui nous font prospérer et allègent la peine productive ...".

CET HOMME-LA NOUS RACONTE DES FABLES ! La Fontaine des inepties économiques n'est point tarie pour les tarés et les tartares de la Science Conquérante ! qui n'utilisent la technique que pour faire de l'Homme un appendice de chair dans une Machinerie d'Acier. (Une autre utilisation de la technique est urgente !).

En effet, le M.L.C. s'indigne que de conséquentes informations en provenance de France, de Navarre et de la "Marlboro Country" soient étouffées par le poids des bourses capitalistes, des bouses chimiques, des boues rouges et des hiboux taciturnes du déclin occidental !

Incredible, MAIS IRREFUTABLEMENT VRAI : LES SAUVAGES DE L'AGE DE PIERRE TRAVAILLAIENT 2 A 3 HEURES PAR JOUR !

C'est une moyenne, conséquence d'UN CHOIX POLITIQUE. N'étant pas intoxiqués par les balivernes scolaires, laïques et judéo-crétinisantes, la transpiration ne leur semblait pas la finalité de l'existence. Les ethnies préservées ne sont pas assez cons pour "qaqner leur pain à la sueur de leur front" !

"QUAND ON ME PARLE DU DROIT AU TRAVAIL,

JE SORS MON HAMAC !" (Proverbe mélanésien).

L'AMOUR, la sieste, le bavardage, la danse, l'exploration sociale étaient préférés au sur-travail, AUSSITOT LE NECESSAIRE PRODUIT. Produire pour Vivre et non Vivre pour Produire, telle aurait pu être leur devise.

Lorsqu'à l'aube du deuxième millénaire après J.C., en nos sociétés "d'abondance" TOUJOURS PROVISoire et de désespérante servilité salariale, LA SEMAINE DE 40 H ET LA RETRAITE A 60 ANS NE SONT PAS ENCORE EFFECTIVES, on peut donc mesurer tous les "bienfaits du progrès" QUI LAISSENT AFFAMEE LA MOITIE, VOIRE LES 2/3 DE L'HUMANITE !

LA SOCIETE MODERNE EST UNE SOCIETE DE MISERE ! Sans précédent dans l'histoire.

C'est pourquoi à la Misère de la Production, le Mouvement de Libération de la Cigale oppose l'inaction Libératoire et Révolutionnaire. crise... chômage... récession... ELECTIONS. ? SOYONS REALISTES ET EXIGEONS LA FAINEANTISE ! (y'en a pour tout le monde).

La fourmi ayant travaillé toutes ces années se trouva fort dépourvue lorsque la crise fut venue... voilà LA REALITE DE NOTRE GESTION "COURAGEUSE".

En conséquence, LES CIGALES que nous sommes, réfugiées près des excédents à détruire du Marché Commun, des stocks d'invendables, loin des cumuls à neutrons, des cucus à diplômés, des clowns

de la démocratie, des concentrations-thermo-nucléaires, des gaspillages en institution ... Nous chantons en choeur :

NOUS NE MANGEONS PAS DE CE PAIN-LA ! Pas davantage, nous nous salirons les mains dans la collaboration. Nous ne sommes pas résignés à avoir une vie de Primate pour acquérir une résidence secondaire dans un monde de robots dévoreurs de temps... Et lorsque la bise sera venue, nous dirons aux accapareurs, philosophes du Droit au Travail : VOUS SPECULIEZ ? FORT BIEN, BOSSEZ MAINTENANT !

Nous, démissionnaires en force du productivisme, pensons que c'est la seule façon d'éviter le grand froid de la Déflagration et de dénoncer le danger de cette :

"ETRANGE FOLIE QUI POSSEDE LES CLASSES OUVRIERES des nations où règne la civilisation capitaliste. Cette folie "traîne à sa suite des misères individuelles et sociales qui, depuis deux siècles, torturent la triste humanité. Cette folie est l'amour du travail, la PASSION FURIBONDE DU TRAVAIL, poussée jusqu'à l'épuisement "des forces vitales de l'individu et de sa progéniture. Au lieu de réagir "contre cette aberration mentale, les "prêtres, les économistes, les moralistes ont sacrosanctifié le travail". (Paul Lafargue in "Le droit à la paresse").

M.L.C. (Mouvement de Libération de la Cigale).

## NOTRE REPONSE

Cela fait toujours plaisir de trouver, au milieu des lugubres cérémonies du 1er mai, un son de cloche qui ne soit pas empêtré dans la problématique à courte vue de la politiciaille, du degré de pourcentage auquel on se fera de toutes façons avoir, du nez collé sur son lopin de terre, comme si la réalité en était fondamentalement différente du reste du monde.

Dans ce tract, passe la vision de l'absurdité du monde actuel, un monde où l'écrasante majorité des hommes crève de faim alors que la technologie ouvre les portes d'une maîtrise des éléments incalculable. Un monde où les hommes s'épuisent dans un travail inutile parce que non orienté vers leurs besoins. Non, ce monde n'est pas réformable ! Il faut casser la logique qui le fait tourner, détruire ses bases, pour pouvoir construire autre chose.

Cependant nous pensons que si nos cigales se sont donné tant de mal pour écrire, taper, tirer et distribuer ce tract, c'est qu'elles pensent qu'il ne suffit pas de se croiser les bras pour changer le monde. Qu'il y a une lutte à mener, quelque part. Mais où ?

Pour le moment, nos cigales se bornent à se "réfugier près des excédents à détruire" ... à se mettre en marge de la société en refusant de mener "une vie de primate". Cela rappelle le "on arrête tout et c'est pas triste" d'après mai 68, et qui était si triste !

Un par un, on ne peut avoir la vision du changement de la société. On en a une vision partielle, morcellée, impuissante : "l'amour, la sieste, le bavardage, la danse, l'exploration sociale"

le" de l'âge de pierre... Pourquoi et comment l'humanité serait passée de cette "saine innocence" à l'enfer présent ? Par "amour du travail" ? ou à cause de la pénurie qui domine la communauté primitive ?

Aujourd'hui, la pénurie est devenue un fait SOCIAL et non plus un fait NATUREL. Pour la première fois dans l'histoire, la possibilité d'une véritable communauté humaine fondée sur l'abondance existe. Et les possibilités qu'elle ouvrira en libérant toutes les facultés humaines, en libérant l'homme de son esclavage salarié, ne sont pas comparables à l'âge de pierre.

Au bas du tract, en gros, est portée une inscription : "seules contre les fourmis du capital, les taupes du gauchisme, les moutons du salariat" signé : "les cigales du mouvement de libération des cigales". Qui sont les moutons du salariat ? Ceux qui restent au boulot ? Si nos cigales se pensent deux pelées, trois tondues face à une horde de moutons passifs qui ont "la passion furibonde du travail", elles peuvent rêver la transformation du monde, elles ne comprendront jamais comment elle peut se réaliser et n'y participeront jamais autrement que dans leur tête. Si elles voient les ouvriers nageant dans la béatitude des bienfaits du travail salarié, il n'y a pas de raison de voir le monde capitaliste s'arrêter de tourner.

Non, les ouvriers ne sont pas des moutons. Les cigales ne voient que la misère dans le monde actuel. Ils ne voient pas ce qui est en germe dans la misère : l'explosion d'une

révolte capable de TRANSFORMER LE MONDE : la révolution, dont le protagoniste principal sera justement la classe "travailleuse", la classe ouvrière, le prolétariat.

Seul le soulèvement de ces ouvriers, que bourgeois et petit-bourgeois méprisent tant, a ébranlé le monde du capital dans ses fondements, laissant enfin entrevoir une issue pour l'humanité. Des luttes de 1848 à la Commune, à la révolution de 17 et jusqu'à "l'été polonais" de 1980, en passant par toutes les autres tentatives, L'AFFIRMATION D'UNE COMMUNAUTE HUMAINE QUI SE LIBERE EST TOUJOURS LIEE A LA MISE EN MOUVEMENT DES "PRODUCTEURS" Les révoltes d'étudiants font pâle figure en matière de "créativité" comparées au bouleversement social que peut mettre en mouvement la classe ouvrière. Encore dernièrement en Pologne, les ouvriers n'ont pas fait qu'une démonstration de leur force en faisant reculer momentanément la bourgeoisie, mais aussi ils ont montré qu'on pouvait rompre l'isolement, la solitude, la démerde de chacun pour soi, la monotonie, l'absence d'avenir. "L'ambiance dans les rues en Pologne ne sera plus jamais la même" disait un passant à un journaliste occidental. C'est ce mouvement là qui contrecarre la perspective du "grand froid de la déflagration mondiale", et pas les "pacifistes", les "objecteurs", les individualistes qui ne voient pas dans quel sens tourne l'histoire.

Quand demain ce formidable mouvement gagnera d'autres parties du monde, espérons que nos cigales ne seront pas trop fatiguées, pas trop écoeurées et pas trop plongées dans la préhistoire pour comprendre la signification de la lutte des "moutons".

# COURRIER DES LECTEURS

Deux sympathisants du C.C.I., décident de créer, en avril 81, un comité ouvert à tous pour rompre leur isolement et en faire un lieu de discussion et d'intervention. Ils ont pris contact avec l'organisation et nous ont envoyé la lettre suivante : "Comme prévu, nous vous envoyons l'exemplaire du tract que nous voulons diffuser sur J. Nous vous demandons si le CCI peut prendre en charge la réalisation technique de ce tract (2 000 tracts). Il est évident que nous participerons aux frais. Nous ne nous étendrons pas sur cette initiative. Nous en avons déjà discuté avec vous. Nous pensons que cette intervention est nécessaire, sans pour autant privilégier celle-ci"

Voici le contenu du tract :

"OUVRIERS, CHOMEURS, BRISONS L'ISOLEMENT !"

Notre silence nous rend complices et satisfait l'ordre capitaliste. Nous sommes tous des chômeurs ou en passe de le devenir. Ne nous laissons pas gagner par la misère morale qui nous conduit tôt ou tard au suicide. Ne nous laissons pas illusionner par des charlatans (UDF, RPR, PS, Syndicat, Gauchistes...) qui n'ont qu'un seul but : maintenir le capital en nous envoyant à la 3ème boucherie mondiale. NOUS NE POUVONS PLUS ETRE PASSIFS ET SILENCIEUX, ORGANISONS-NOUS ! Seules, l'extension et la généralisation de nos luttes peuvent mettre fin aux funestes projets que nous réserve la bourgeoisie de l'Est comme de l'Ouest.

TRAVAILLEURS ACTIFS, TRAVAILLEURS SANS EMPLOI, TRAVAILLEURS IMMIGRES, NOUS APPARTENONS A LA MEME CLASSE, LA CLASSE OUVRIERE INTERNATIONALE.

Organisons-nous, ne comptons que sur nous-mêmes, luttons et manifestons notre unité par la lutte contre le capital de droite comme de gauche en reprenant l'exemple de nos frères en Pologne.

Camarades, nous t'invitons à une réunion qui aura lieu le 15 avril afin que nous organisions tous ensemble un comité dont les tâches et les actions seront à définir par nous-mêmes. CAMARADES, DANS L'ISOLEMENT, NOUS NE SOMMES RIEN ! ORGANISONS-NOUS NOUS-MEMES ET SOYONS TOUT !"

Dans la mesure où ces éléments sympathisants du CCI depuis un certain temps demandaient le soutien du CCI pour ce projet, nous avons engagé la discussion avec eux

Le CCI appuie et participe à toute tentative de la classe de former des lieux de luttes, de discussions servant à tous : comités de chômeurs, cercles de discussions, noyaux ouvriers... etc...

Ces comités sont le produit direct de la vie de la classe, à un moment donné de sa réflexion et de son organisation. Ils surgissent, en général, du besoin créé par la lutte de classe de se regrouper pour lutter -hors du syndicat, de la gauche et des gauchistes, de poursuivre la réflexion engendrée par la lutte.

Cela dit, il serait erroné de croire que l'intervention des révolutionnaires suffit pour faire naître la vie au sein de la classe. L'activité la fébrile et dévouée qui soit ne peut jamais remplacer l'activité de dizaines, centaines ou milliers d'ouvriers agissant et réfléchissant ensemble, créant eux-mêmes leur propres assemblées.

En même temps, que ces éléments formulaient le besoin et le désir de créer ce comité, ils critiquaient le CCI sur son peu d'intervention au sein de la classe.

Mais de quelle intervention s'agit-il ?

La création d'un comité ouvert à tous, lieu de réflexion et de lutte, est un pas positif pour la vie de la classe. Positif, dans la mesure où il matérialise une dynamique, une vie potentielle qui se fait jour au sein d'un groupe d'ouvriers ou de chômeurs. Mais nous pensons qu'il serait erroné de vouloir les créer artificiellement, en utilisant des sympathisants comme moyen d'établir le "contact" avec les ouvriers. Notre tâche n'est pas de travailler à l'aide de nos contacts, de nos sympathisants à la formation de petits groupes ou cercles, "courroies de transmission" entre l'organisation politique -"celle qui a la conscience"- et l'ensemble de la classe, qu'elle soit à l'usine ou au chômage.

Notre tâche pour contribuer à la clarification de toutes les questions posées par la lutte de classe :

- au sein du milieu révolutionnaire lui-même, à travers les polémiques, la participation active aux discussions ;
- au sein de la lutte de classe : à travers la participation active aux grèves, comités divers, cercles de discussions,

est de développer une organisation politique à l'image de sa classe internationale. La création de liens solides et organisés à l'échelle mondiale est la base indispensable pour développer une intervention révolutionnaire internationale et non éphémère. La diffusion des idées révolutionnaires dans tous les pays du monde, tâche fondamentale d'une organisation politique, ne peut être réalisée sans une presse régulière, diffusée dans toutes les langues, reposant sur l'existence d'un pôle solide et uni à l'échelle internationale.

L'organisation ne peut, ni créer, ni développer une base d'intervention internationale à partir d'activités locales et ponctuelles.

Seul le développement d'une organisation révolutionnaire internationale permet aux révolutionnaires d'intervenir et de participer activement aux luttes ouvrières et aux manifestations de la vie de la classe, chaque fois que cela est possible.

L'intervention des révolutionnaires, pour être efficace, ne peut se concevoir que comme une activité volontaire et décidée, et de longue haleine, à long terme.

Pour cela, elle doit se garder de deux dangers essentiels :  
- celui de l'activisme, immédiate, localisme qui disperse une activité éffrénée tous azimuts mais ne produit que du "vent" en général ;  
- celui de l'attentisme qui, par peur de se laisser happer par la lutte de classe, ne produit que des sectes isolées dans leurs tours d'ivoire, occupées à "bavarder" sur la lutte de classe.

La lutte en Pologne a marqué un pas important dans le processus de développement de la lutte de classe (2). Elle a montré la nécessité de l'internationalisation des luttes, de l'unification des luttes prolétariennes à l'Est avec celles des prolétaires à l'Ouest. Elle est venue rappeler la nécessité de l'intervention d'une organisation révolutionnaire internationale.

L.A.

(1) Voir articles dans Rint 21 sur "l'organisation du prolétariat en dehors des périodes de luttes ouvertes", RI n° 60 (avril 69) : "Salut au comité de chômeurs d'Angers", RI n° 77 (sept. 80) : "Manifeste sur le chômage".  
(2) Voir notre brochure sur la Pologne. (à paraître).

## réunions publiques et publications du CCI

REUNIONS PUBLIQUES SUR LE THEME:

"LA VICTOIRE DE MITTERRAND N'EST PAS CELLE DE LA CLASSE OUVRIERE."

à BORDEAUX, le 27 juin à 17 h au Café Victor Hugo, 52, cours Victor Hugo.

à CLERMONT-FERRAND, le 12 juin à 20h30, à l'ancien Lycée Blaise Pascal.  
à MARSEILLE, le vendredi 12 juin à 21 h, au 205, rue Ste Cécile, Marseille 5ème. Permanence, le 19 juin de 18h à 19h à l'"Artistic Bar", 4 cours Joseph Thierry.

à NANTES, le 13 juin à 17 h au centre social des Bourderies. Permanence, le dernier mercredi du mois à 20h30, au Bar de l'Hotel de Ville, Nantes-Chantenay. Vente de la presse au Marché de la petite Hollande, le 2ème samedi du mois, de 10h30 à 11h30.

à PARIS, le 13 juin à 17h, au 27 avenue de Choisy, Paris 13ème. Permanences les 20 et 27 juin, à 16h même adresse.

FORUMS à la fête de Lutte Ouvrière :  
- "Gauche et gauchistes contre la classe ouvrière".  
- "Pologne : à l'Est comme à l'Ouest contre une même crise, un même combat de classe".  
- "La situation présente et les tâches des révolutionnaires."

à TOURS, le 27 juin à 17h, au 43, rue Lamartine.

à TOULOUSE, le 26 juin à 21h, Cité Universitaire de l'Arsenal, bâtiment 2. Permanences tous les vendredis sauf celui de la réunion publique, à 18h30, Bar le Colbert, avenue de St Exupéry, Pont des Demoiselles. Diffusion au marché sur le boulevard (près de la place Jeanne d'Arc, les 2ème et 4ème dimanches de chaque mois, et au marché aux puces (St Sernin) le 2ème dimanche du mois, de 11h à 13h.

DANS LES AUTRES VILLES :

à AIX-EN-PROVENCE, permanence le mercredi 17 juin de 19h à 20h, au Café de "La Madeleine", place des prêcheurs.

à LILLE, réunion publique le samedi 20 juin à 14h30, au 23 rue Gosselet, sur le thème : "AVEC LA GENERALISATION DU CHOMAGE, QUELLES PERSPECTIVES POUR LA CLASSE OUVRIERE ?". Permanence tous les mercredis de 18h à 21h, même adresse. Vente au marché de Wazemmes le dimanche 14 juin de 10h30 à 12h.

à LYON, réunion publique le 19 juin à 21h, au 3 rue Diderot, Lyon 1er, sur le thème : "LES PERSPECTIVES DE LA SITUATION PRESENTE". Permanences les 10 et 24 juin à 18h même adresse.

à MONTPELLIER, vente à la place du Marché le 2ème samedi de chaque mois de 10h30 à 12h.

à ROUEN, permanence le 20 juin à 14h30 à la "Halle aux Toiles".

à SAINT-NAZAIRE, vente au marché le 2ème dimanche de chaque mois de 10h30 à 11h30.

### brochures

-L'ETAT DANS LA PERIODE DE TRANSITION (12 F)  
-LES SYNDICATS CONTRE LA CLASSE OUVRIERE (4 F)  
-NATION OU CLASSE (4 F)  
-PLATE-FORME DE REVOLUTION INTERNATIONALE (4 F)  
-RUPTURE AVEC LUTTE OUVRIERE ET LE TROSKYSME (10 F)  
-ORGANISATIONS COMMUNISTES ET CONSCIENCE DE CLASSE (4 F)  
-LA DECADENCE DU CAPITALISME (10F)  
NOUVEAU :  
-LE TROSKYSME (6 F)

Directeur de Publication : D. Van Celst  
N° de Commission Paritaire : 54 267

Diffusé par les N.H.P.P.

Imprimerie G. Tautin, 4, passage Dieu Paris 20ème.

Collections de R.I.  
Des collections du journal "Révolution Internationale" sont disponibles :  
Du n°22 au n°46 : 30 F

### INTERNATIONALISME

BP 13  
Bruxelles 31  
1060 Bruxelles

### ACCION PROLETARIA

Ecrire à l'adresse (sans autre mention)  
APARTADO DE CORREOS 258  
Valencia (Espagne)

IR  
BOX 21 106, 10031 Stockholm-Suède.

### abonnements

Le coût de plus en plus élevé des envois et l'augmentation du prix de nos publications nous oblige à relever le prix des abonnements :

ABONNEMENTS COUPLES  
12 numéros du journal et 4 numéros de la Revue Internationale :  
FRANCE 85 F ETRANGER 90 F PAR AVION 110 F

ABONNEMENTS SIMPLES  
12 numéros du journal :  
FRANCE 50 F ETRANGER 55 F PAR AVION 70 F

ENVOIS SOUS PLIS FERMES :  
ABONNEMENTS COUPLES  
FRANCE 100 F ETRANGER 110 F PAR AVION 130 F

ABONNEMENTS SIMPLES  
FRANCE 60 F ETRANGER 70 F PAR AVION 90 F

Abonnements et versements à :  
R.I. CCP 2023302 X PARIS

### WORLD REVOLUTION

BM Box 869  
LONDON WC 1 N, 3 XX

### Rivoluzione Internazionale

CP 469  
80100 Napoli (Italie)

### WELTREVOLUTION

Ecrire  
autre mention :  
Postfach 41030  
5000 Köln 41

### WERELD-REVOLUTIE

Postbus 11 549  
1001 GM AMSTERDAM

### Internacionalismo

Apartado 20674  
Caracas 1020-A  
(Venezuela)

### Internationalism

PO Box 961  
Manhattan Station  
365 West 125 St;  
New York, N.Y. 10027 (USA)

### lisez la

### Courant Communiste International Revue Internationale

REVUE INTERNATIONALE N°25

- SALVADOR, ESPAGNE, POLOGNE : Face à la menace prolétarienne, la bourgeoisie se prépare.  
- "L'ARISTOCRATIE OUVRIERE"  
- LA QUESTION SYNDICALE APRES 1920 (2)  
- REPONSE AU COMMUNISME DE CONSEIL  
- RUSSIE 1917 ET ESPAGNE 1936 (Critique du FOR)  
- CRITIQUE DE "LENINE PHILOSOPHE" (Internationalisme 1948)

### Révolution Internationale

Nouvelle adresse postale :  
Indiquer impérativement :  
RI  
BP 581  
75 027 Paris Cedex 01

# LA 'SOCIAL-DEMOCRATIE' CONTRE LA REVOLUTION

"Tous les soi-disant "partis ouvriers" -partis "communistes" et "socialistes" ainsi que leurs appendices gauchistes- sont la gauche de l'appareil politique du capitalisme".

Ce point du résumé de notre déclaration de principes (page 8, en bas) n'est pas une "trouaille sortie de la tête de quelques militants "extrémistes", mais une des "leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière".

● Parce que les ouvriers n'ont pas de "sauveur suprême", ils ne peuvent puiser leur force que dans leur conscience et leur organisation unitaire quand ils se mettent en lutte. La conscience des intérêts de la classe ouvrière (dans quel sens elle doit lutter pour aboutir à son émancipation, qui sont ses ennemis) ne peut être dégagée qu'à partir de l'expérience vécue de la classe ouvrière elle-même. Même si cela s'est passé il y a plus de 60 ans, les millions d'ouvriers qui sont morts dans la lutte pour mettre fin aux guerres, pour libérer l'humanité du joug capitaliste, de même que les millions qui ont été sacrifiés sur l'autel de la défense du capital national lors de la première guerre mondiale, tous ceux-là sont NOS morts.

C'est parce que leurs luttes ont été écrasées, défaites que nous sommes encore à la merci de la classe capitaliste qui, depuis le temps, a réussi les brillants exploits de produire suffisamment d'armes pour détruire la planète cent fois, de jeter l'immense majorité de la population mondiale dans une perpétuelle misère, d'avoir instauré le régime de la terreur et de la barbarie sur la planète entière. Les luttes de la classe ouvrière d'il y a 60 ans sont NOS luttes et leurs ennemis sont NOS ennemis. Les massacreurs des luttes ouvrières d'hier ont beau avoir changé le nom de leurs partis, ils ont beau se réclamer "d'ici et maintenant", ils sont toujours les partis des massacreurs des ouvriers. Gare à qui s'y laisserait piéger !

C'est aux ancêtres de nos actuels "socialistes" que la bourgeoisie doit d'être encore en vie, grâce en particulier à deux énormes services que ceux-ci lui ont rendus. Les partis sociaux-démocrates socialistes ont permis à la bourgeoisie :

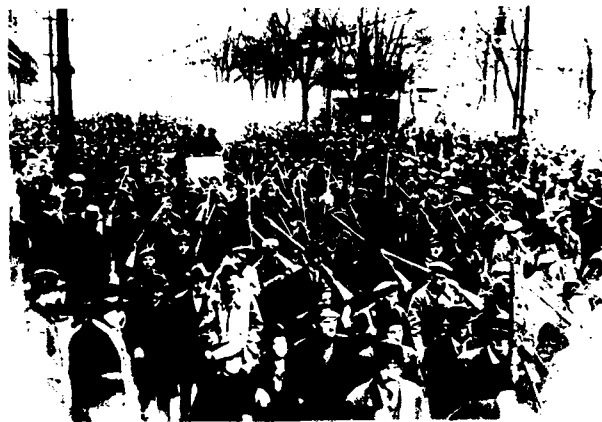
- d'envoyer les ouvriers aux massacre de la première guerre mondiale ;
- de mater toute possibilité d'extension de la révolution prolétarienne commencée en Russie, en menant à la défaite tous les mouvements ouvriers qui ont éclaté dans plusieurs pays d'Europe à la fin de la guerre (Allemagne, Autriche, Hongrie, plus tard l'Italie...) -ce qui a conduit à la mort de la révolution russe à son tour.

Puisque le parti socialiste se trouve aujourd'hui projeté sur le devant la scène politique en France, c'est une bonne occasion de rappeler l'expérience que possède ce parti, encore affilié à la IIème Internationale, par rapport aux ouvriers.

## la première guerre mondiale

C'est grâce aux partis de la IIème Internationale que la première guerre a pu être déclarée.

Au début du siècle, les partis de la social-démocratie étaient des partis ouvriers qui s'étaient massivement implantés dans la classe ouvrière grâce aux victoires qu'ils



LA REVOLUTION

avaient obtenues à travers l'action parlementaire et les luttes syndicales -victoires concernant l'amélioration des conditions de vie, les salaires, le temps de travail, etc.

A cette époque, c'était encore possible. Pour donner une idée de la force qu'ils avaient acquise, citons le cas du SPD (parti social-démocrate allemand), qui était le plus fort de tous : en 1913, le SPD disposait de 110 députés au Reichstag, 12 000 conseillers municipaux, une centaine de journaux comptant un million et demi d'abonnés et il était à la tête d'une organisation syndicale qui comptait 2 549 000 adhérents. Il est bien évident que si un parti d'une telle influence avait décidé d'appliquer la politique qu'il prétendait défendre "contre le militarisme" et "contre la guerre", jamais la bourgeoisie de droite n'aurait réussi à entraîner la population à servir de chair-à-canon pour la défense du capital national (d'ailleurs, avant de déclarer la guerre, les différents gouvernements concernés se sont assurés auprès des chefs sociaux-démocrates qu'ils ne "feraient rien contre la guerre" -assurance qu'ils ont obtenue).

Pourtant, un des points principaux sur lesquels les sociaux-démocrates avaient bâti leur prestige auprès des ouvriers était celui de la "défense de la paix" :

"Si jamais la guerre éclate, nous répondrons par l'appel à la grève générale", disaient ils aux ouvriers. Et pourtant... à peine s'est-il agi de "défendre l'intérêt national contre l'agresseur", ou "pour la défense de la civilisation", ou "pour la défense du patrimoine national", tous les partis de la IIème Internationale ont répondu "présent".

Ils s'étaient taillé une place trop belle dans les institutions de la bourgeoisie pour ne pas vouloir la défendre, quitte à trahir les espoirs de tous les ouvriers. Ils ont donc voté les crédits de guerre -sauf le parti socialiste italien qui s'est déclaré "neutre" "ni pour, ni contre"- et ont envoyé les ouvriers au casse-pipe, la fleur au fusil.



ET CEUX QUI L'ONT ECRASEE : LES SOCIAUX-DEMOCRATES, AU CENTRE DE LA PHOTO, EN CIVIL, NOSKE, MINISTRE SOCIAL-DEMOCRATE DE LA DEFENSE

## la vague révolutionnaire de 1917 à 1919

Au bout de trois ans d'enfer dans la boue, le sang et les massacres apparaissent les premiers mouvements de révolte contre cette absurde tuerie. En octobre 17, le prolétariat s'empare du pouvoir en Russie et le parti bolchevik qui ne cesse de dénoncer la social-démocratie comme un parti de "social-traitres". A la suite de la victoire du prolétariat en Russie, une formidable vague révolutionnaire commence à secouer toute

l'Europe à partir de 1918, notamment en Autriche, Hongrie et en Allemagne -un peu plus tard en Italie... Tous les espoirs révolutionnaires sont dirigés vers l'Allemagne car c'est elle qui occupe la place centrale pour l'avancée de la révolution :

c'est le pays le plus industrialisé d'Europe et celui où le prolétariat est le plus fort. Si une telle force avait pu passer dans le camp de la révolution, tous les espoirs auraient pu être permis quant à l'extension de la révolution au monde entier, la possibilité d'aller vers le communisme.

Enfin, en novembre 1918, le prolétariat allemand commence à se soulever. Partant de Kiel, port de guerre sur la Baltique, un mouvement de grève s'étend dans toutes les grandes villes, à la vitesse de l'étincelle sur la poudre.

Dès le départ, les ouvriers s'organisent partout dans des conseils d'ouvriers et de soldats -de la même façon que les ouvriers et soldats en Russie. Sous le premier coup de boutoir du mouvement, en novembre 18, le régime impérial de Guillaume II s'effondre. Le gouvernement démissionne. Le pouvoir de la bourgeoisie est en danger : ses armées, sa police, ne sont plus fiables. Qui est-ce qui viendra encore sauver la nation ? La social-démocratie allemande qui, entre temps, en avril 17, s'était scindée en deux partis de façon à mieux occuper le terrain politique : le SPD "majoritaires" qui restait dans la défense de la république démocratique parlementaire, et l'USPD, sociaux-démocrates

SUITE PAGE 5

## REVOLUTION INTERNATIONALE est la section en France du COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL

### Nos Positions:

Le C.C.I. se réclame des apports successifs de la Ligue des Communistes, des Ière, IIème et IIIème Internationales, des fractions de gauche qui se sont dégagées de cette dernière, en particulier des Gauches allemande, hollandaise et italienne.

Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes :

- Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions. Son déclin historique irréversible pose à l'humanité une seule alternative : socialisme ou barbarie.

La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.

- La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale.

- La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des Conseils Ouvriers.

- Le socialisme, mode de reproduction sociale instauré par les Conseils Ouvriers ne signifie pas "l'autogestion ouvrière", ni les "nationalisations". Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.

- Les soi-disant "pays socialistes" (Russie, bloc de l'Est, Chine, Cuba, etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde ; ces pays ne sont que des bastions capitalistes

que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.

- A notre époque, les syndicats sont partout des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.

- Tous les soi-disant "partis ouvriers" -partis "communistes" et "socialistes", ainsi que leurs appendices gauchistes-sont la gauche de l'appareil politique du capitalisme.

- Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections ne sont rien d'autre qu'une source de mystification capitaliste : toute participation au cirque parlementaire a pour seul effet de renforcer cette mystification aux yeux des prolétaires.

- Aujourd'hui, toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Toutes les tactiques qui appellent aux "fronts populaires", "fronts anti-fascistes" ou "fronts unis" entre le prolétariat et une fraction de la bourgeoisie ne servent qu'à détourner la lutte du prolétariat et à la désarmer face à son ennemi de classe.

- Les "luttes de libération nationa-

le" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un contrôle sur le marché mondial. Le slogan de "soutien aux peuples en lutte" n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contre une autre, sous un verbiage nationaliste ou "socialiste".

- Le rôle de l'organisation des révolutionnaires n'est pas d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir au nom des travailleurs", mais de participer activement à la généralisation des luttes prolétariennes et de la conscience révolutionnaire au sein du prolétariat.

- NOTRE ACTIVITE

L'indispensable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après 50 ans de creux quasi-ininterrompu.

L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.